

Paris, le 14 septembre 2009

A notre Direction Confédérale,

Chers camarades, nous vous adressons cette interpellation votée par notre syndicat CGT ENERGIE PARIS.

Depuis maintenant plusieurs années, les orientations prises par la direction confédérale sur différents dossiers posent problèmes à nombre de nos adhérents et militants qui ne se retrouvent plus dans une politique que l'on pourrait qualifier « d'accompagnement » des projets régressifs et anti-sociaux du patronat soutenu par les différents gouvernements.

En cette année 2009, il ne se passe pas de jours sans que des salariés soient sacrifiés sur l'autel du capitalisme, avec comme prétexte la crise financière que le patronat agite à tour de bras pour justifier le licenciement de milliers de travailleurs comme à CONTINENTAL, MOLEX, CATERPILLAR, NEW FABRIS, MICHELIN, R.F.I, par exemple pour ne citer qu'eux, tout ça dans un seul but : augmenter de façon indécente les dividendes des actionnaires au détriment de ceux qui produisent les richesses, à savoir les salariés.

Ajoutons à cela les différentes lois de casse des acquis sociaux que l'on a imposées à la population et qui augurent d'un avenir bien sombre pour le peuple français :

- réforme des retraites avec allongement de la durée de cotisations alors que le sens de l'histoire, la réalité économique au vu des profits monstrueux de beaucoup d'entreprises et le progrès social voudraient que l'on parte plus tôt avec des pensions bien plus importantes pour pouvoir vivre dignement.
- réforme de la sécurité sociale avec un désengagement des pouvoirs publics dans la prise en charge des médicaments avec comme conséquence l'exclusion des populations précaires d'un bon nombre de soins, c'est à dire une grande partie des citoyens de notre pays.
- dernièrement, c'est la loi sur le travail le dimanche qui est venu enfoncer un nouveau clou libéral dans le monde du travail.

Toutes ces réformes entraînent des licenciements boursiers, une précarisation massive et la paupérisation de la population. Nous allons nous arrêter dans cette liste, mais elle pourrait être bien plus longue au vu du démantèlement organisé, coordonné par les forces du capital.

Face à toutes ces attaques d'ampleur, même si nous reconnaissons le rôle moteur de notre syndicat la CGT dans ses luttes, nous n'avons fait que réagir avec des appels à manifester CONTRE tel ou tel projet, avec des postures parfois plus que limites, nous pensons notamment à la rencontre sans aucun mandat de nos responsables fédéraux CGT « à la lanterne » résidence dominicale de Sarkozy, la veille de la première grande

manifestation contre la réforme des retraites en octobre 2007, qui a d'ailleurs semé le trouble chez beaucoup de militants et syndiqués.

Ces dernières années, nous avons manifesté avec des dates bien précises, non pas pour porter un projet mais pour s'opposer à..., avec depuis quelques mois une plateforme commune intersyndicale, qui au départ représente une force mais où au final, par peur de rompre cette unité, nous nous sommes alignés sur le moins disant social.

Comment dans ces conditions réussir à donner de l'espoir et des perspectives à la jeunesse et à tous les salariés de notre pays, alors même que depuis des années on subit le calendrier des réformes imposé par le patronat. En se contentant uniquement de réagir, nos luttes à l'échelle nationale ne peuvent être que stériles et vaines puisque nous subissons le rythme imposé par nos ennemis.

L'année 2009 de ce point de vue est tout à fait particulière et paradoxale.

En effet, cette année, 3 manifestations historiques organisées à l'initiative de la CGT, et c'est une bonne chose, ont eu lieu avec comme point de revendication commun la réappropriation des richesses issues de leur travail par les salariés. Ces trois manifestations ne s'opposaient pas à un projet gouvernemental, mais exigeaient l'augmentation significative de nos salaires. Pour mémoire, la manif du 29 janvier 2009 a rassemblé en France presque 2 millions de personnes, celle du 19 mars 2009 plus de 3 millions et celle du 1^{er} mai 2009 plus d'un million dans les rues de France.

Ces mobilisations massives malgré 3 dates uniques étalées sur 5 mois, ont démontré que nous étions en capacité de nous rassembler, salariés du Public et du Privé, derrière des revendications portées par la population, et de court-circuiter ainsi l'alliance libérale entre patronat et gouvernement.

Pourquoi alors ne pas appeler dans ces conditions **précises**, à la continuité et à la coordination de l'action interprofessionnelle, consolidant ainsi les millions de salariés dans la lutte, et amenant les autres à les rejoindre ?

Au lieu de cela, la Confédération avec comme prétexte hallucinant de ne pas précariser encore plus les salariés, se refuse à entendre parler de la perspective d'une coordination des luttes pouvant aller jusqu'à la grève générale, et a pris date pour le 7 octobre 2009 sur le projet industriel, l'emploi, les salaires et les retraites.

Si ce positionnement de manifestations très éloignées les unes des autres, malgré leur succès, est une stratégie, il faudra que l'on explique aux syndiqués sa finalité, parce qu'aujourd'hui force est de constater que la dynamique interprofessionnelle **nationale** de lutte est brisée.

Ceci nous amène à la situation que traversent actuellement nos entreprises EDF GDF et au mouvement de lutte historique qui a secoué les I.E.G. lors du printemps 2009. Pour faire court, des milliers d'agents gaziers et électriciens ont porté dans une lutte exemplaire pendant près de 3 mois les revendications suivantes :

- l'arrêt total des externalisations et la reprise des travaux au privé passant par des embauches de personnels statutaires.
- 10% d'augmentation des salaires pour tous (5% par le Salaire National de Base, 5% par l'attribution de 2 Niveaux de Rémunération pour tous).

Tout ceci alors que nos 2 entreprises viennent de faire des bénéfiques records, 4,4 milliards pour EDF et 6,8 milliards pour GDF-SUEZ, dont 8 milliards ont été versés aux seuls actionnaires dans les 2 groupes, avec en parallèle une proposition d'augmentation pour les salariés de 0,3% ! Scandaleux !

Dans le même temps, l'ouverture du capital d'EDF et la privatisation de GDF sont synonymes de la casse du Service Public, de réductions de personnels statutaires incessantes, de dégradations vertigineuses des conditions de travail, d'abandon de l'entretien des réseaux d'électricité et de gaz entraînant des drames comme à Mulhouse, Bourg en Bresse ou Dijon qui ont engendré la mort de 30 personnes, de la disparition des agences de proximité EDF-GDF, et de l'explosion des tarifs du gaz et de l'électricité pour les abonnés devenus clients et vaches à lait.

C'est dans ce contexte social national et interne que notre lutte est née. Lors de ce conflit, la répression patronale a atteint des sommets, sous l'impulsion des ministres Hortefeux et Fillon appelant au lynchage des grévistes qui avait osé s'emparer de leur outil de travail, à savoir le réseau.

Résultat, 103 syndicalistes pour la plupart CGT, raflés le 10 avril 2009 à l'Hôtel de Ville de Paris, 74 syndicalistes CGT dont les principaux dirigeants d'Île de France raflés le 14 mai et gardés à vue dans les différents commissariats parisiens suite à une manifestation au siège du patronat du Gaz, présence systématique d'huissiers, de maîtres chiens, de policiers sur les sites de travail en grève partout en France, convocation du représentant CGT national du CCE de GRDF au 36 quai des Orfèvres pour être interrogé par la police comme un vulgaire bandit, présence pendant plusieurs jours des forces de police devant les domiciles de grévistes Gaziers, réquisitions et menaces par le patronat sur les agents en grève dans le nucléaire et au final aujourd'hui, plus de 240 procédures disciplinaires et des dizaines de convocations de syndicalistes CGT à travers tout le pays avec à la clef des licenciements prononcés comme à Toulouse ou au MANS pour fait de grève.

Face à cette violence sans limite, nous ne pouvons que constater le silence assourdissant de la Confédération et sa position pour le moins discrète sur ce dossier.

Quand bien même nous serions les seuls dans cette situation, une réaction politique nationale confédérale serait impérative, car c'est tout simplement le droit de grève qui est attaqué aujourd'hui à EDF GDF, mais aussi en Nouvelle Calédonie avec la mise en détention du camarade Jodar responsable de l'USTKE pour avoir bloqué un avion. Dans l'enseignement des dizaines de profs sont menacés de sanctions parce qu'ils refusent d'appliquer des directives qui suppriment des moyens au Service Public de l'éducation, des camarades du Public et du Privé sont convoqués et condamnés par la justice pour avoir lutté et résisté. A Marseille, par exemple, c'est notre frère de lutte Charles Hoareau qui a été placé en garde à vue suite à une plainte de la direction d'ADOMA le 19 mai 2009 alors même qu'il réclamait au coté des salariés de l'entreprise, l'application de décisions de justice défavorables à l'employeur.

Au vu de tous ces exemples et nous en oublions, la réalité sociale nous montre que nous ne sommes pas les seuls dans cette situation. Partout dans le pays on assiste à des luttes que ce soit dans le secteur privé ou public, chacun dans son coin, attendant

désespérément que la CGT, et c'est de notre responsabilité, CONFÈDÈRE tous ces combats qui ont pour points communs la réappropriation des richesses par les travailleurs, l'émancipation et la dignité par le travail.

C'est pourquoi, nous avons décidé par le biais de notre organe démocratique, c'est-à-dire notre CE de rompre le silence et d'adresser à la direction confédérale cette interpellation de notre Commission Exécutive pour demander tout simplement de redonner tout son rôle à la Confédération, de respecter la volonté démocratique des syndiqués de la base qui exigent aujourd'hui la convergence des luttes. Si nous sommes militants CGT et nous en sommes fiers, c'est parce que nous revendiquons notre appartenance à un syndicat qui n'est pas « partenaire social » du patronat, mais un adversaire de classe infatigable.

Il est urgent d'ouvrir des perspectives de luttes de classe et de masse centralisées, coordonnées, gagnantes dès les prochains mois.

Bien Fraternellement.

SYNDICAT CGT ENERGIE PARIS

Vote de la Commission Exécutive du 8 septembre 2009

PRÉSENTS :	28
POUR :	26
CONTRE :	1
ABSTENTION :	1